

« Le but de la coalition est de détruire Daech »

CHARLES SAPIN [@csapin](#)

« OUI, BIEN SÛR, l'intervention française en Syrie dans la nuit de vendredi à samedi était nécessaire et légitime. » Aucun doute n'est possible pour le vice-président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, Jacques Maire. Si le député LaREM reconnaît lors du « Talk Le Figaro » que l'opération s'est déroulée hors de tout mandat de l'ONU, « elle a bien un cadre juridique, assure-t-il. Une résolution qui induit le recours à la force quand il y a violation de l'interdiction d'armes chimiques en Syrie, ce qui était le cas ».

Alors qu'une partie de l'opposition remet en cause la véracité des « preuves » qu'assure détenir le chef de l'État attestant de l'usage d'armes chimiques par le régime de Bachar el-Assad, le député renvoie « à la documentation assez importante rendue publique par le Quai d'Orsay ». « Il n'y a pas de Goebbels, nous ne sommes pas dans de la propagande, jure-t-il.

Notre approche est basée sur des faits, des faisceaux de preuves dans une logique de transparence. Nous, nous en sommes convaincus. » Le député de la majorité déplore en revanche ce qu'il présente comme « une preuve de manipulation » du côté russe. « Depuis novembre, la Russie a interdit "le joint investigative mechanism" qui permettait de regarder s'il y avait usage d'armes chimiques et de savoir par qui. Depuis lors, les attaques se sont multipliées », assure-t-il. Cette frappe de « répression » n'a « pas un but symbolique », soutient-il. Mais veut « empêcher que de telles attaques se reproduisent dans les jours ou mois à venir ».

Au-delà de l'emploi d'armes chimiques, la France cherche à trouver une solution politique au drame que connaît la Syrie depuis sept ans. « Le président, comme nombre d'acteurs, a le souhait de redonner une forme étatique globale à la Syrie, assure Jacques Maire. Il faut que cette forme puisse respecter le droit à

exister de chacun. » Une solution qui, selon le parlementaire, ne peut être « trouvée sans Bachar el-Assad, parce qu'il a gagné sur le terrain et qu'il a le soutien de la Russie et de l'Iran ».

Contrairement au procès fait par une partie de l'opposition à Emmanuel Macron qui voit dans sa participation aux bombardements en Syrie une volonté de faire tomber le régime du dictateur syrien, le député LaREM assure que « le but premier de la coalition est de détruire Daech. Il faut redonner un cadre stabilisé à la Syrie pour ne pas voir naître une nouvelle génération d'islamistes terroristes ».

La semaine dernière, une réunion des députés du groupe LaREM a eu lieu pour discuter de l'opportunité d'une intervention en Syrie. Si une partie de la majorité était plutôt « réservée » selon Jacques Maire parce que doutant que la coalition ait « les bonnes cibles ou les bons moyens », le débat a été « tranché » ce week-end. ■



JACQUES MAIRE, lundi, dans le studio du Figaro.

J.-C. MARMARA/LE FIGARO